

# Patrimoine en souffrance

## Entretien avec Patricia Abd-el-kader

### Présidente du Café Social Pays'âges

**Ecarts d'identité :** *Vous êtes héritière et dépositaire de la mémoire d'une haute figure de la militance syndicale et associative dans le champ de l'immigration à Grenoble : celle de votre père, M'hamed Abd-el-kader. La Ville de Grenoble a honoré cette mémoire en apposant une plaque sur les murs de l'ancienne association ADCFA que votre père avait contribué à fonder. Peut-être pourriez-vous d'abord nous parler de l'histoire de cette plaque ?*

**Patricia Abd-el-kader :** Mon père est décédé en février 1989. Juste avant, l'ADCFA a eu l'idée d'une remise d'un titre « honorifique de l'immigration » à mon père. Donc, il y a eu une réception et la remise de ce titre. Là-dessus, la Ville a eu l'idée d'attirer l'attention sur ce lieu qui fut quand même un haut lieu militant et de combat autour de la question franco-algérienne et de l'immigration algérienne. Il faut rappeler que ce lieu a été fondé en 1955, en pleine

guerre d'Algérie. Donc la Ville a posé une plaque en septembre 1989, avec une réception et tout ce qu'il faut. Et je voudrais préciser que notre famille avait accepté, non pas parce que c'était mon père mais parce que ce lieu symbolisait de manière profonde l'amitié franco-algérienne. L'histoire de mon père comme de ce lieu est d'abord l'histoire de cette amitié forgée dans les mêmes luttes et les mêmes idéaux. On avait d'ailleurs voulu que figure sur cette plaque une phrase de mon père qui signifiait d'abord cette amitié entre les cultures. Ceci dit, l'histoire de cette plaque se complique parce qu'on s'est aperçu qu'il y avait une faute d'orthographe sur la plaque ! Or, mon père était autodidacte, mais c'était quelqu'un qui ne supportait pas les fautes d'orthographe. C'était quelqu'un qui avait appris à lire et à écrire en faisant un effort énorme, mais qui avait un français et une écriture impeccables et qui tenait à une certaine

perfection. Pour moi, cela aurait été trahir sa mémoire justement que ne pas corriger cette plaque. Et donc, je me suis battue pour qu'on refasse cette plaque, et ça a duré 10 ans ! Si bien que, ne voyant pas les choses venir, l'association ALIF qui avait remplacé l'ADCFA avait organisé une cotisation auprès des retraités algériens pour refaire une autre plaque et avait posé donc une petite plaque en laiton à la place de la première.

**E. d'I. :** *Pourquoi pas la Ville ?*

**P. A. :** Je ne sais pas, malgré mes demandes et mes courriers incessants, rien ne se faisait. J'avais même proposé que ce soit la famille qui finance. Le problème était que la plaque en laiton était toujours sale et c'était la famille qui la nettoyait de temps en temps. Donc, je me suis dit qu'il fallait mener un deuxième combat. Il fallait remettre une deuxième plaque en pierre, comme l'était la

première ... Peut-être le fait que je sois présidente depuis deux ans du café social Pays'âges, qui se tient sur le même lieu y a contribué, mais la Mairie a fini par refaire cette plaque en 2009. Mais ce n'était pas fini ! Quand la nouvelle plaque a été dévoilée par le Maire, je m'aperçois qu'il y avait à nouveau une faute ! Non pas d'orthographe cette fois-ci, mais dans la citation même : le mot initial qui figurait dans la citation de mon père « perpétuer les cultures » a été remplacé par le mot « perpétrer » ! Nous avons interpellé les services de la Ville tout de suite. Il fallait corriger encore cette faute, d'autant plus que le mot « perpétrer » renvoyait plutôt à un *crime* qu'à une amitié entre les peuples ! C'est tellement insupportable que quelqu'un (je ne sais pas qui) a dû corriger le mot, en couvrant au feutre la lettre « r » de « perpétrer » par la lettre « u ». Mais pour l'instant, les services de la Ville, me renvoient à plus tard ou soutiennent que le mot « perpétrer » veut dire aussi perpétuer, etc. Donc, voilà, les péripéties de cette plaque, au-delà de mon père, disent bien quelque chose de la difficulté de cette mémoire ! J'en suis donc à me demander si je ne vais pas refaire cette plaque moi-même !

**E. d'I.** : *Cette plaque honore la mémoire de votre père mais rappelle aussi symboliquement l'importance de ce lieu dans l'histoire des luttes franco-maghrébines autour de la question de l'immigration à Grenoble.*

**P. A.** : Oui. La première association (l'ADNA) a été créée 1955, en pleins « événements » d'Algérie comme on disait à l'époque, chez nous, à la maison, par un premier noyau. Et puis, il a fallu vite trouver un lieu pour mener les activités. Ils se sont donc installés dans ce lieu. C'était des Français et des Algériens qui luttaient sur plusieurs fronts. Il y avait l'histoire du logement déjà pour les immigrés maghrébins qui vivaient dans des endroits sordides comme la fameuse caserne Bizanet et puis toutes les luttes syndicales à mener. Mon père était un militant syndicaliste. Il y avait aussi la nécessité de mettre en place des cours d'alphabétisation pour les immigrés, etc. Donc, se retrouvaient là toutes ces personnes qui partageaient, dans l'amitié, l'idée de ces luttes à mener. Puis, quand l'Algérie a acquis son indépendance, ils ont transformé l'ADNA en ADCFA (Amitié Franco-Algérienne) qui a continué, dans le même lieu, à lutter

et à lutter dans l'esprit de la construction d'une amitié franco-algérienne. C'est ce double message qui est important. C'est un combat pour l'interculturalité avant la lettre en quelque sorte. C'est pour ça aussi que ce lieu est important au niveau de la mémoire. Étant présidente de Pays'âges, sur le même lieu, je vis cette continuité parce que je passe mon temps avec des personnes qui sont là, certains depuis les années 50. C'est un lieu qui boucle pour moi cette mémoire entre hier et aujourd'hui. Ce n'est pas un lieu où ces personnes sont oubliées devant une télé, au contraire, c'est un lieu où ils sont acteurs de leur histoire et de leur vie. Ce sont eux qui décident de ce qui se passe dans ce lieu. La mémoire n'y est pas une histoire du passé, elle est le présent et l'avenir de cette amitié et de cette interculturalité. C'est pour ça que je trouve que ce lieu mérite un effort de reconnaissance plus important que ce qui existe actuellement, aussi bien sur le plan symbolique (l'histoire de la plaque) que sur le plan concret, avoir des moyens plus adéquats pour le faire vivre.

**E. d'I.** : *Comment justement ce lieu peut jouer un rôle de mémoire par rapport aux générations d'aujourd'hui ?*

**P. A. :** Si, par exemple, les générations d'aujourd'hui lisent correctement ce que nous avons souhaité mettre sur la plaque, ils peuvent se rendre compte sereinement justement qu'il y a eu des gens qui ont lutté. Et, à partir de là, s'intéresser à ce qu'ils ont fait et, surtout, se poser la question : « Qu'est-ce que nous, on peut faire ? », c'est cela l'enjeu de la plaque. Ce n'est pas mon père en tant que tel, c'est l'enjeu qu'il a représenté. Pour moi, l'histoire de la plaque,

c'est l'esprit de la transmission. Les gens de la génération de mon père se sont battus pour acquérir un certain nombre de droits et de reconnaissances : les carrés musulmans dans les cimetières, le logement, etc. Et si les gens, en voyant cette plaque, se disent qu'il y a encore des luttes à mener dans l'esprit de l'interculturalité et se mobilisent pour le faire, c'est gagné. C'est la petite lumière qui contribue à améliorer les relations sociales et culturelles. L'interculturel dont se préoccupent les politiques aujourd'hui, n'est pas nouveau, la génération de mon père a lutté pour. Ce

sont les politiques qui ont du retard, pas les gens du peuple. En plus, le fait que ce soit un Algérien, ce n'est pas anodin non plus par les temps qui courent. Il faut se rappeler ce qu'a été la vie des enfants des Algériens dans les années 50. C'était un enfer. Moi, je me rappelle des perquisitions à la



maison et autres difficultés pour des enfants de notre âge. Nos parents se sont battus et nous, les enfants, nous avons souffert. Il ne faut pas que l'esprit de résistance qui a traversé ces générations se perde. Il peut irriguer autrement l'esprit citoyen des générations d'aujourd'hui.

**E. d'I. :** Vous pouvez nous rappeler justement et brièvement le parcours de votre père ?

**P. A. :** Mon père est arrivé en France en 46-47 par là. Il était en fait envoyé par des amis de la CGT d'Oran. C'était un docker syndicaliste à la CGT. Il a été envoyé dans un but de construire le combat syndicaliste ici. Il a donc atterri d'abord à Bergerac, pour former les ouvriers au syndicalisme. Il était syndicaliste formateur. Après, il est venu à Grenoble, dans le cadre de la même boîte où il travaillait et où il a continué à former les gens. J'ai des photos où on le voyait à vélo parce qu'à l'époque, il faisait les trajets par exemple de Grenoble à Riouperoux pour former les ouvriers, notamment algériens. Il disait toujours, je me souviens, « il faut qu'ils apprennent ». Il voulait que ses frères apprennent à défendre eux-mêmes leurs droits. Il faisait en même temps de l'alphabétisation. C'était une bonne partie de son combat. En même temps et en parallèle, il a mené le combat pour l'indépendance de l'Algérie. Combat dans lequel était inscrite ma mère

également. Donc, voilà, l'ambiance dans la famille était celle de la lutte, c'était un endroit de beaucoup de passage. Et, en 62, à l'indépendance de l'Algérie, mon père a fait partie du premier gouvernement de Ben Bella, il était au secrétariat du gouvernement. Il a embarqué sa famille en Algérie. Mais il a toujours été contractuel car jamais vraiment tout à fait d'accord avec tout ce qui se passait. Ce n'était pas facile, il faut imaginer cette époque où les français portaient d'Algérie et ma mère, française, qui débarquait elle, à Alger. Ce n'était pas des choses évidentes sur le plan familial. Et on est resté jusqu'en 65, jusqu'au coup d'État de Boumedienne. A ce moment là, il a quitté la diplomatie et on est revenu en France. Comme mon père travaillait au ministère des transports à Alger, il avait beaucoup de relations dans ce domaine. Il s'est trouvé un moment directeur d'une société de transports à Marseille, tout en continuant son combat syndical. Et puis il est revenu à Grenoble, où il a repris ses activités associatives, à l'ADCFA, à l'ADATE, etc. Il s'était beaucoup investi à cette époque dans l'interculturel (la fête des enfants, la connaissance des cultures, etc.). C'était quelqu'un qui avait deux

passions : l'Algérie et la justice. Il ne laissait rien passer, il répondait à tous les articles dans les journaux, etc. Il s'est beaucoup battu par exemple pour les carrés musulmans dans les cimetières. Il était laïc mais c'était un combat qui lui tenait à cœur. Je me rappelle, j'allais aux réunions avec lui à la Mairie et son argument à l'époque, c'était « il y a des carrés pour les Juifs et les chrétiens, il en faut pour les Musulmans ». ce n'était pas quelque chose qui allait de soi à l'époque. Bon, Ce carré viendra longtemps après, mais c'est quelque part grâce à des gens comme mon père qui longtemps combattu pour.

**E. d'I.** : *La plaque qui a été apposée est un acte minimal de reconnaissance à la fois de cette lutte et du lieu qui a porté cette lutte. Vous disposez probablement et également, dans la famille, des archives concernant cette histoire. Comment vous voyez le lien entre ces éléments dans l'avenir ? Est-ce que ces archives peuvent contribuer également d'une manière ou d'une autre à cette transmission dont vous parliez il y a un moment ?*

**P. A.** : J'ai toujours été très claire là-dessus : je veux que ces archives servent, qu'elles jouent leur rôle

publiquement. J'avais déjà proposé à quelques associations quelques éléments de ces archives dans ce sens. Mais cela n'a pas donné lieu à grand chose. C'est le risque tout simplement que ces archives se dispersent et se perdent. Ce que je souhaite c'est que ces archives soient l'objet d'un projet sérieux qui permettent de les organiser et de les rendre visibles, dans le lieu même si cela est possible ou dans un cadre plus large, au niveau régional ou national. Elles font partie du patrimoine. Elles méritent donc d'être traitées à leur juste valeur ■